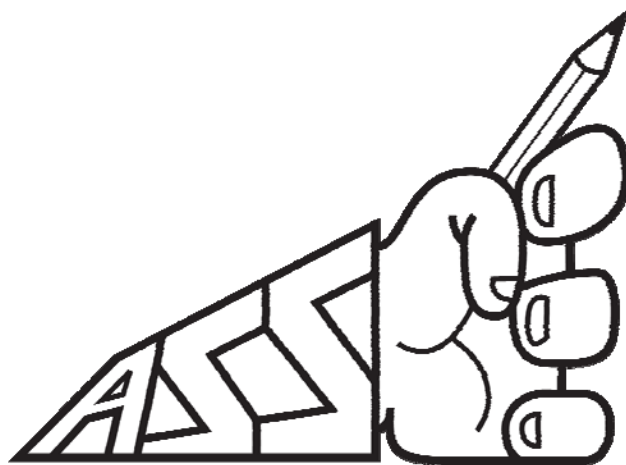


CAMP DE FORMATION

**DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ
SYNDICALE ÉTUDIANTE ASSÉ**



**LES 6 ET 7 FÉVRIER 2010
AU CÉGEP DE DRUMMONDVILLE**

Table des matières

Horaire des ateliers.....	3
Tarifcation et coupures dans les services publics et précarité des femmes.....	
Alternatives fiscales à l'augmentation des tarifs : faire payer les riches pour leur crise.....	
Moyen de pression et rapport de force	
Marche Mondiale des femmes	
Aide financière aux études : l'enjeu du nouveau programme canadien (PCBÉ).....	
Comment ne plus donner aux banques l'argent des étudiant-e-s : pour la nationalisation du programme de l'Aide financière aux études.....	
Réforme pédagogique au secondaire et impacts au collégial.....	10
Journalisme, médias et communication à l'ASSÉ.....	15

Horaire des ateliers et de la fin de semaine

Camp de formation d'hiver

- Horaire du camp de formation :

Samedi 6 février 2010

Horaire Ateliers, conférenciers et conférencières

9h30 à Tarification et coupures dans les services publics et précarité des femmes par
12h30 Gaëtan Breton

12h30 à Dîner
13h30

13h30 à Alternatives fiscales à l'augmentation des tarifs : faire payer les riches pour leur
16h00 crise par Philippe Hurteau

16h15 à Souper
17h45

17h45 à Moyen de pression et rapport de force par Mathieu Savard
18h45

18h45 à Marche Mondiale des femmes par Marie-Ève Blais et Myriam Villeneuve
20h30

Dimanche 7 février 2010

Horaire Ateliers, conférenciers et conférencières

9h30 à Aide financière aux études : l'enjeu du nouveau programme canadien (PCBÉ) par
11h00 Julien de Tilly

11h15 à Comment ne plus donner aux banques l'argent des étudiant-e-s : pour la
12h45 nationalisation du programme de l'Aide financière aux études par Simon
Tremblay-Pépin

12h45 à Dîner
13h45

13h45 à Réforme pédagogique au secondaire et impacts au collégial par Sylvain Mallette
15h15

15h30 à Journalisme, média et communication à l'ASSÉ par Anne-Marie Provost et
17h45 Gabriel Nadeau

TARIFICATION ET COUPURES DANS LES SERVICES PUBLICS ET PRÉCARITÉ DES FEMMES PAR GAËTAN BRETON

ALTERNATIVES FISCALES à L'AUGMENTATION DES TARIFS  FAIRE PAYER LES RICHES POUR LEUR CRISE

MOYEN DE PRESSION ET RAPPORT DE FORCE

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

COMMENT NE PLUS DONNER AUX BANQUES L'ARGENT DES ÉTUDIANTS ? POUR LA NATIONALISATION DU PROGRAMME DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

RÉFORME PÉDAGOGIQUE AU SECONDAIRE ET IMPACTS AU COLLÉGIAL

La réforme, parfait exemple de dirigisme pédagogique, illustre bien jusqu'où peut aller la logique technocratique en éducation. Véhicule privilégié des nouvelles politiques néolibérales, la réforme imposée depuis maintenant plus de dix ans dans les écoles primaires et secondaires du Québec, a considérablement terni l'image de l'école publique. Comment le système d'éducation du Québec en est-il arrivé là ? Rappelons comment la tenue des États généraux sur l'éducation avait été marquée par l'enthousiasme et l'espoir de l'ensemble des intervenants du milieu de l'éducation au Québec. Les États généraux ont pourtant servi de caution aux entreprises réformistes du MELS avec les résultats que l'on connaît : intégration massive et désordonnée des élèves en difficulté en classe régulière, accumulation inquiétante des retards d'apprentissage, développement de filières répondant uniquement aux besoins des entreprises... À l'heure où certains des fondements de la réforme sont remis en question, il devient essentiel de dresser le portrait de ce qui est considéré comme un échec sans précédent dans l'histoire de l'école publique québécoise.

Derrière une réforme pédagogique controversée, la qualité de l'enseignement collégial menacée?

Le tout remonte à 1995. Conscient-e-s qu'il y a divers problèmes en éducation, divers acteurs et diverses actrices du milieu scolaire appellent à des États généraux. Bien que les problématiques sur le sous-financement soient évidentes, on s'entend sur la nécessité d'une réforme. Celle-là est implantée au primaire en 2000, puis en 2005 au secondaire. On veut alors masquer, notamment, des problèmes institutionnels, donc on change la façon de noter; on accuse les enseignantes et enseignants pour les retards. De plus, on abolit le redoublement dans les classes au primaire.

Comment la réforme s'inscrit-elle?

La principale différence entre l'ancien système et la réforme est dans la façon d'enseigner. Alors qu'autrefois les cours magistraux et les évaluations objectives individuelles primaient, les écoles primaires et secondaires misent maintenant davantage sur les travaux d'équipes, l'implantation des compétences transversales, l'utilisation des technologies de l'information et, surtout, l'apprentissage par soi-même. Dans ce cadre, les enseignantes et enseignants ne sont plus que des guides.

Portrait-type de l'élève qui entrera au cégep en 2010 :

Voici quelques caractéristiques de l'élève qui fera son entrée au cégep au cours de la prochaine année, selon un comité du MELS formé d'enseignantes et enseignants au collégial :

-Lors des situations d'apprentissage et d'évaluation, l'élève est amené à réfléchir davantage et à trouver les réponses par lui-même. Il développe son autonomie et est le principal responsable de son apprentissage.

-L'élève a une tendance pragmatique.

-La débrouillardise est encouragée et développée. L'élève est amené à trouver les informations et les réponses à ses questions à l'aide de plusieurs sources d'information, telles que les enseignants [et enseignantes], les autres élèves, Internet, etc.

-Le jeune d'aujourd'hui est un citoyen du monde. Il fait preuve d'ouverture et de curiosité. Il est informé de certains sujets d'actualité et il est capable d'en parler.

-L'élève veut connaître le pourquoi des choses; la tâche à accomplir doit être concrète et significative à ses yeux.
-L'élève a une capacité de communication accrue et est actif en classe.
-L'élève n'a pas de difficulté à exprimer ses idées.
-La qualité de son français, particulièrement à l'écrit, laisse à désirer.
-L'élève travaille régulièrement en équipe et par projets. Il développe des aptitudes de travail d'équipe telles que la coopération, l'entraide et le partage équitable des tâches. Il est responsable dans les travaux d'équipe, mais il manque d'autonomie lorsqu'il doit travailler seul.
-L'élève est stimulé par la diversité des activités et des stratégies d'apprentissage (travail par projets, travail individuel, utilisation de différentes TIC, etc.). Lors des cours magistraux, il a de la difficulté à se concentrer sur une longue période, ce qui amène une perte d'attention et de motivation en classe.
L'élève utilise les technologies de l'information et de la communication (TIC) sur une base régulière, et elles font partie de sa réalité quotidienne. Par contre, elles doivent être variées et demeurer un support, et non une finalité, lors de leur utilisation en classe.
L'élève a de la difficulté à créer des liens entre les cours.
L'élève a besoin de sentir un encadrement souple, d'avoir des consignes précises et d'être guidé par les enseignants [et enseignantes] dans ses apprentissages.
L'autonomie des élèves n'est pas à la hauteur des attentes des enseignants [et enseignantes] ni des exigences du Programme de formation de l'école québécoise.
L'élève trouve long et laborieux de documenter son processus de réflexion et d'apprentissage. 1

Bienfaits de la réforme :

Il est à noter que certains points positifs ont été apportés avec la réforme. On peut parler entre autres de développement de l'autonomie quant à la recherche de l'information, mais également d'un nouveau cours qui consiste en quelque sorte en un projet intégrateur, un peu comme celui que l'on retrouve à la fin des études collégiales. Ce nouveau cours constitue une démarche visant à atteindre un niveau d'autonomie supérieure par la mise sur pied d'un projet personnel en fonction des «centres d'intérêt de l'élève. Il y aurait alors une progression du niveau d'exigences entre le projet de fin d'études du secondaire et celui du collégial.»²

En ce sens, il serait faux de croire que la réforme pédagogique n'apporte que du mauvais.

Côtés négatifs et risques pour l'éducation post-secondaire

Toutefois, il ne faut pas non plus croire que le bilan de la réforme est sans tache... Le manque de formation des enseignantes et enseignants par rapport à celle-là, et de plus en plus par rapport au contenu des cours, l'incompréhension des parents devant les modifications, mais surtout devant l'absence de réussite réelle chez un nombre grandissant d'élèves des niveaux primaire et secondaire et l'abolition du redoublement témoignent d'un déficit dans la préparation de la réforme.

Formation des enseignant-es et autonomie professionnelle

D'abord, il est à noter que les enseignantes et enseignants ont été mis devant le fait accompli : sans qu'on ne leur ait réellement dit en quoi consistaient les modifications aux méthodes

1 MELS. *Profil général de l'élève issu du renouveau pédagogique au secondaire*, 2009, p. 30-31.

2 MELS. *Rapport au Comité-conseil du programme d'études préuniversitaires Sciences humaines (300.A0)*, 2009, p. 35-36.

d'enseignement, on leur demandait de les appliquer. Les résultats sont frappants : on remarque que les élèves, sans voir la matière enseignée de manière théorique, alors que l'apprentissage par projet n'est pas maîtrisé par les enseignantes et enseignants, ne peuvent toujours comprendre les concepts derrière les applications, et que leur capacité à théoriser est pratiquement nulle. En effet, comme les élèves travaillent constamment sur des problèmes concrets, ils ont de la difficulté à imaginer des concepts qui ne soient pas tangibles. Cela peut poser problème en mathématiques, notamment. On a entre autres noté que les aptitudes algébriques avaient considérablement chuté. Il en va de même de leur concentration ; le fait de travailler en équipe la majorité du temps ne les aura pas pratiqué-e-s à travailler de manière individuelle. Par ailleurs, on peut entre autres constater que les résultats des élèves québécoises et québécois aux tests internationaux ont considérablement chuté suite à l'application de cette réforme.

Intégralité du contenu et restructuration des programmes

Une autre question se pose suite à la modification du Programme de formation : Les élèves étant issus de différents profils, tout laisse croire que leur niveau de maîtrise des différents concepts sera très variable d'un individu à l'autre. Cela pose problème entre autres lorsqu'il est question de présenter des nouvelles connaissances aux étudiantes et étudiants alors que la maîtrise de concepts y est préalable.

À titre d'exemple de discipline particulièrement affectée au niveau collégial par la réforme au secondaire, citons l'économie, dont le cours de cinquième secondaire a été aboli. En effet, les notions qui étaient autrefois apprises dans le cours d'économie de 5e secondaire sont maintenant réparties entre les cours de géographie, d'histoire, de monde contemporain (cours multidisciplinaire qui se veut une introduction aux profils monde et société de sciences humaines) et de mathématiques. Or, il n'est pas assuré qu'une étudiante ou un étudiant se dirigeant vers les sciences humaines suive l'ensemble de ces cours; il arrive souvent qu'il n'en suive qu'un ou deux. Il va donc de soi que les étudiantes et étudiants du collégial auront des formations plutôt variables. Par ailleurs, certaines notions ne sont plus enseignées au secondaire, notamment la loi de l'offre et de la demande, les principes de chômage, d'inflation, de produit intérieur brut, de taux de change et de banque centrale. Il arrive aussi fréquemment que des élèves utilisent des concepts sans toutefois vraiment les connaître : l'utilisation de termes courants est donc douteuse et cela, dû à la diminution de la quantité d'heures de cours magistraux au profit de l'approche par problème. Selon un rapport du MELS, «les enseignants du collégial devront insister sur les notions de base de la science économique et s'attendre à ce que les élèves aient un peu plus de difficultés que ceux des années passées.»³

Difficultés relatives à la maîtrise du français

Finalement, il a aussi été constaté que les étudiantes et étudiants qui feront leur entrée dans les cégeps l'an prochain auront beaucoup plus de difficultés à parler, mais encore plus à écrire, adéquatement la langue française que leurs prédécesseurs. Bien que cela ne soit pas nécessairement uniquement dû à l'implantation de cette réforme, celle-ci a sans doute ses torts quant à cette conséquence.

Évaluations des acquis et impacts sur le collégial

³ *Ibid*, p. 39.

La réforme actuelle prévoit désormais une correction locale des évaluations de sanctions des études secondaires, jusqu'à maintenant corrigée au Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport. Elle prévoit aussi que les établissements d'enseignement pourront décider de la valeur de ces évaluations. Bien qu'on ne puisse connaître les véritables impacts de cela avant son application en juin prochain, on peut se questionner à savoir si le peu de standards associés à ces épreuves ne décentraliserait pas leur sanction et, par conséquent, ne laisserait pas aux écoles, tant privées que publiques, le choix d'octroyer des diplômes selon les critères qu'elles se fixeraient. Cela pourrait également entraîner une différenciation des diplômes censés à la base être équivalents, le tout en fonction de l'établissement fréquenté. Quant aux impacts de ces nouvelles mesures au collégial, des problèmes sont également à prévoir au collégial si le système de notation actuel est conservé. En effet, dans le calcul de la cote R, on prend présentement compte de la moyenne générale au secondaire. On ne peut toutefois pas savoir quelles seront les répercussions de la réforme sur les moyennes générales, ce qui empêche de prédire les conséquences sur le calcul de la cote R.

Un «argument» en faveur de l'abolition des cégeps

Aussi, il est à noter parmi les risques pour l'éducation post-secondaire celui de l'abolition du réseau collégial. Bien que cela puisse paraître une conséquence lointaine qui ne soit inscrite dans aucun rapport, on remarque que la matière de certains programmes collégiaux est vue en grande partie au secondaire. Lors de la conception du programme d'enseignement au secondaire, on a pris certaines compétences qui étaient à l'époque enseignées au secondaire, d'autres choisies parmi celles du collégial et on a retiré une bonne partie de la matière enseignée au secondaire, qui était parfois nécessaire à la compréhension du cours collégial. En d'autres termes, sans imposer la réforme de l'enseignement au collégial, on a formé des élèves inaptes à poursuivre dans un système tel que celui en place présentement aux niveaux d'éducation supérieurs. Les échecs résultant de l'arrivée d'une cohorte d'étudiantes et d'étudiants inaptes à entreprendre des études collégiales pourraient donc venir montrer l'inutilité des cégeps. On demande maintenant aux enseignantes et enseignants de modifier leurs méthodes d'enseignement, leur grille de cours et leur façon d'évaluer. Ceux-là font face à un dilemme : abaisser la qualité de leur enseignement ou se retrouver face à un taux d'échec ou d'abandon à la hausse. Les conséquences pour le réseau universitaire sont également importantes : si la qualité de l'éducation dans les cégeps est revue à la baisse, les universitaires n'auront pas une formation adéquate afin que la charge de travail et que la qualité de celui-là restent les mêmes.

Ce n'est que l'an prochain, lors de l'arrivée au collégial de ces étudiantes et étudiants, que nous connaîtrons véritablement les conséquences de la réforme. Par ailleurs, celles-là dépendront de l'adaptation des enseignantes et enseignants par rapport aux nouvelles capacités des étudiantes et étudiants. Les chances de nivellement par le bas de l'enseignement collégial, particulièrement dans certains programmes comme les sciences de la nature, où nombre de notions n'auront pas été vues au secondaire, sont importantes. À titre d'exemple de ces cours, mentionnons que le contenu des cours de physique au secondaire est beaucoup moins grand qu'auparavant, pour ce qui est de la matière liée à l'électricité et, de façon plus marquée, à l'optique.

Par contre, tous et toutes s'entendent pour dire que la transition ne peut se faire cette fois sans en informer et former le personnel enseignant. Également, des comités du MELS chargés de planifier la transition entre les deux paliers d'étude recommandent la création de comités de transition composés de membres des corps professoraux des écoles secondaires comme des cégeps. Ceux-là pourraient avoir entre autres pour mission d'ajuster régulièrement les programmes de formation afin de faciliter un meilleur arrimage entre les niveaux d'enseignement. Mais la solution n'est certainement pas de continuer sur la voie de la réforme. Depuis son implantation, on demande des corrections, voire son abolition. Cette idée de «réformer la réforme» est toujours plausible, mais cette nouvelle réforme doit être drastique. Exit l'approche socio-constructiviste, l'impossibilité de redoublement et les évaluations inadaptées, mais il s'agirait plutôt de voir se formuler une approche où l'enseignant-e est un acteur capable de choisir ses propres méthodes afin de permettre à l'élève d'acquérir les connaissances nécessaires à son parcours scolaire...4

Pour approfondir sur le sujet :

BAILLARGEON, Normand. Contre la réforme : La dérive idéologique du système d'éducation québécois, Presses de l'université de Montréal, Montréal, 2009, 174 pages.

FAE. Plateforme pédagogique, Fédération autonome de l'enseignement, 2009, [en ligne] (<http://www.lafae.qc.ca/utilisateur/documents/pageswww/plateforme/officielle.pdf>).

MELS. Rapport au Comité-conseil du programme d'études préuniversitaires Sciences humaines (300.A0), 2009, [en ligne] (<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-coll/arrimage.asp>).

MELS. Rapport au Comité-conseil du programme d'études préuniversitaires Sciences de la nature (200.BO) et sciences, lettres et arts (700.A0), 2009, [en ligne] (<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-coll/arrimage.asp>).

MELS. Rapport au Comité-conseil du programme d'études préuniversitaires Arts et lettres (500.A1), 2009, [en ligne] (<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-coll/arrimage.asp>).

MELS. Profil général de l'élève issu du renouveau pédagogique au secondaire, 2009, [en ligne] (<http://www.mels.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-coll/arrimage.asp>).

Journalisme, média et communication à l'ASSÉ

par Anne-Marie Provost et Gabriel Nadeau-Dubois

Une guerre idéologique fait rage au Québec comme dans le reste de l'Occident. Partout, le bien commun est victime du même massacre : privatisation des services sociaux, tarification des services publics, destruction des cultures. Partout, les forces néolibérales font des médias de masse des alliés précieux. Résultat : leur discours gagne du terrain, monopolisant l'espace public. Devant cette offensive, ceux qui se réclament de la résistance doivent se poser des questions quant à leur stratégie. Doit-on abandonner la sphère médiatique, devenue un des champs de bataille incontournable dans cette guerre à finir ? Si non, comment monter au front dans ce milieu hostile ? Tentative de réponses et pistes de solutions autour des médias traditionnels comme des médias alternatifs

Première partie

L'Ultimatum, un média alternatif ?

Nourrir la résistance avec un véritable journalisme étudiant.

par Gabriel Nadeau-Dubois

Avant de débiter...

Cette première partie de l'atelier se veut une réflexion sur un premier axe de solution à la problématique élaborée plus haut: la question des médias alternatifs. Plus précisément, nous nous efforcerons de faire part plus en profondeur d'une réflexion collective ayant été à la source de ma candidature au comité journal de l'ASSÉ en avril dernier, ainsi que de celle de mes collègues du comité. L'objectif de l'intervention d'aujourd'hui est donc de partager cette réflexion sur l'Ultimatum, afin de créer un débat sur ce que devrait être la publication officielle de l'ASSÉ. Nous tenterons d'exposer une vision de l'Ultimatum bien précise: celle qui voit dans le journal de l'ASSÉ un média alternatif à part entière, avec tout ce que cela implique. Ce projet s'oppose en quelque sorte à un autre: celui qui voit dans l'Ultimatum un simple pamphlet de propagande pour l'organisation⁵. Sans affirmer que ses deux visions soient radicalement opposées, nous considérerons une différence nette entre une publication de style résolument journalistique et une publication strictement pamphlétaire.

Mon allocution pourrait donc être divisée en trois parties. Tout d'abord, nous tenterons d'esquisser une critique des médias et du journalisme contemporain. Cette démarche nous permettra de mieux comprendre le paysage médiatique dans lequel l'Ultimatum évolue et de tirer des conclusions quant au journalisme devant y être pratiqué afin d'être conséquent avec les idéaux de l'ASSÉ. Cette réflexion nous transportera naturellement sur le terrain des médias alternatifs⁶: face au triste bilan tiré de l'analyse des médias de

⁵ “Propagande” n'est pas entendu ici en son sens connoté négativement, mais bien en son sens original et neutre. Le mot propagande provient en effet du latin *propagare*, qui signifie simplement propager. Ce ne fut qu'à partir du début des années 1920 que le mot sera connoté négativement. À sa signification originale (propages des idées, des opinions, des doctrines) s'ajouta alors l'évocation de la tromperie et du mensonge.

⁶ Tout au long de l'atelier, les expressions médias alternatifs et médias autonomes seront utilisés comme synonymes. Notons toutefois au passage que certains et certaines auteur-e-s établissent une différence entre les deux concepts.

masses, comment réagissent les médias alternatifs? Quelles sont les différences entre le journaliste régulier et le journaliste engagé? Quels sont les liens entre les médias alternatifs et les mouvements sociaux? Comment ceux-là s'intègrent-ils dans la stratégie de ceux-ci? Enfin, la troisième partie de notre discussion sera consacrée à la mise en pratique de cette réflexion. À l'aide d'exemples concrets, nous tenterons d'établir comment, précisément, cette vision d'un « journalisme en lutte » peut être mise en pratique dans l'Ultimatum.

➤ **Média partout, information nulle part!**

La critique des médias et du journalisme contemporain a fait l'objet d'une littérature des plus abondante. Pour notre discussion d'aujourd'hui, nous nous restreindrons à deux niveaux de critique différents: la critique économique des médias, dont, par exemple, Noam Chomsky est l'un des représentants les plus connus et la critique qu'on a appelé dialectique des médias, telle que formulée par des sociologues québécois que certains ont appelés l'école de Montréal et dont la figure de proue est l'intellectuel Michel Freitag.

La critique économique des médias est sans doute la plus répandue et la plus évidente, ainsi que celle la mieux connue au Québec. Cette critique souligne que la structure des médias, leurs intérêts institutionnels et leur fonctionnement interne sont autant de barrage aux opinions dissidentes, par exemple celles des mouvements sociaux. Chomsky, par exemple, va littéralement jusqu'à qualifier l'information livrée par les grands médias de propagande. Nous pourrions décortiquer ce phénomène de propagande médiatique en trois éléments:

1. Premièrement, le mode de propriété des médias: la quasi-totalité des grands médias sont propriété de gigantesques corporations. Au Québec, Quebecor est un exemple flagrant. En tant qu'entreprises capitalistes, leur fonction première est de satisfaire les actionnaires en engregeant des profits. Ces entreprises, de plus en plus intégrées verticalement et horizontalement, de plus en plus multinationales, ont bien peu de raisons de véhiculer les opinions de ceux et celles souhaitant affaiblir les principes sur lesquels ils sont fondés. Mentionnons aussi que de plus en plus de ces corporations internationales contiennent des entreprises oeuvrant dans de multiples secteurs à la fois, les médias n'étant qu'un parmi d'autres. Quel avantage aurait une multinationale à donner une voix à ceux qui critiquent le néolibéralisme, ses dérèglementations et ses réductions d'impôt alors qu'elle même profite de l'ouverture des marchés pour utiliser une main-d'oeuvre faiblement syndiquée, alors qu'elle profite elle-même de réductions fiscales? Et lorsque les médias de masse font allusion aux abus et aux injustices provoquées par les pouvoirs et les institutions dominantes, c'est habituellement sur un ton spectaculaire, rendant l'événement en question anecdotique, isolé et ahistorique. La crise économique actuelle en est un bon exemple: presque partout, la crise fut expliquée par les médias eux-mêmes comme résultant d'un abus de certains investisseurs dans certains marchés, jamais comme le résultat nécessaire d'une logique structurelle propre à l'économie capitaliste financiarisée.

2. Deuxièmement, les grands médias, journaux, télévision et radiodiffusion confondus, sont essentiellement financés par la publicité. Guy Crevier, éditeur de La Presse, écrivait, le 22 septembre dernier : « Curieux et ouverts sur le monde, les lecteurs de La Presse sont des consommateurs avertis dont le profil est recherché par les annonceurs qui reconnaissent la force de notre média en tant que véhicule publicitaire. » Voilà qui fait écho à Chomsky qui disait: « Le rôle d'un journal n'est pas de vendre un

journal à des lecteurs. C'est de vendre des lecteurs à des annonceurs. » Un animateur de télévision américain célèbre disait aussi il y a quelques années: « Le rôle de la télévision est avant tout de rendre du temps d'antenne à Coca-Cola. » Cette analyse permet, entre autres, d'expliquer le traitement radicalement pro-Israel de la crise israélo-palestinienne ans les médias américains. Si les grands médias américains optent pour une couverture si unilatérale du conflit, ce n'est pas parce que leurs lecteurs sont fondamentalement partisans de l'État hébreu. Cela s'explique bien plus par la puissance économique de la communauté sioniste aux États-Unis. Ainsi, même le Boston Globe, l'un des journaux américain le plus progressiste (bien que ce soit toujours relatif), couvre le conflit israélo-palestinien de manière terriblement partisane en faveur d'Israel. Interrogé sur cette question, le rédacteur en chef du Globe aurait répondu à Chomsky: « Vous connaissez beaucoup d'annonceurs arabes? » L'intellectuel américain raconte, dans *Propagande, médias et démocratie*, que suite à l'arrivée d'un nouveau rédacteur en chef dans les années 90, plusieurs éditoriaux critique de l'État sioniste auraient été publiés dans le New York Times. En à peine quelques mois, bien que les ventes aient été stables, les revenus publicitaires se mirent à décliner rapidement et, sans surprise, le cours de l'action du quotidien à Wall Street perdit plusieurs points.

3. Troisièmement, on pourrait aussi évoquer une certaine dépendance des médias de masse envers certaines sources: les sources gouvernementales, particulièrement les sources militaires et policières et les sources corporatives. À l'inverse, certaines sources sont jugées immédiatement douteuses. Tout ceux qui ont fait un tant soit peu de journalisme le savent bien: combien de fois doit-on vérifier une information provenant d'un ministère? Combien de fois doit-on vérifier une information provenant d'un groupuscule d'extrême-gauche? Ici, on peut littéralement parler d'un préjugé idéologique en faveur de l'État et des entreprises privées, ceux-ci étant réputés comme fondamentalement plus honnêtes et fiables. Pourtant, les exemples du contraire fusent de toutes part.

Cette critique doit être prise au sérieux: elle met en lumière le problème extrêmement grave de la marchandisation de l'information, ainsi que ses conséquences sur la teneur de celle-ci. Elle permet aussi de retirer plusieurs conclusions quant au rôle que doivent jouer les médias alternatifs. Nous y reviendrons. Depuis quelques années cependant, plusieurs analystes des médias s'efforcent de l'inclure dans un cadre critique des médias plus large et de comprendre la crise du journalisme contemporain dans le miroir d'une crise plus large encore, celle du politique, appelée désymbolisation du monde. Au Québec, une telle réflexion a été entre autres élaborée par Jean Pichette, professeur à l'école des médias à l'UQAM et dans un mémoire de maîtrise par un ancien militant de l'ASSÉ, Éric Martin. Tout deux se fondent sur le cadre théorique du sociologue Michel Freitag, lui-aussi ex-professeur à l'UQAM.

Ces auteurs tentent de mettre en lumière que la critique économique des médias telle que fait par Chomsky par exemple, ne permet pas de saisir les enjeux fondamentaux à l'oeuvre derrière la dérive du journalisme contemporain. Afin de comprendre en profondeur la crise actuelle, Pichette et Martin la remettent dans le contexte d'une crise plus profonde, la désymbolisation du monde ou la crise des médiations.

En fait, la compréhension de cette critique nécessite un retour aux racines du journalisme. Historiquement, le journalisme et la démocratie sont de proches cousins: le premier fit partie d'un formidable mouvement de critique des autorités arbitraires (la tradition, la religion, la monarchie) et dogmatiques que la deuxième s'efforça d'abattre. Le journalisme est né de ce refus de la « parole d'en haut » au profit d'un débat entre des citoyens et des citoyennes informé-e-s, qui réfléchissent de manière critique sur leur société, qui n'est maintenant plus ordonnée par un pouvoir extérieur mais bien entre leur mains et en construction constante. Le journalisme provient donc d'une mise à distance, d'un recul avec le monde: il participe à la

construction d'une image que la société se donne d'elle-même afin d'apparaître comme un projet à construire et non comme un ordre immuable. Cette distanciation correspond aussi à la définition première du citoyen et de la citoyenne démocratique comme individu ayant un rapport réfléchi et critique envers la société. En ce sens, journalisme et démocratie sont indissociables. Loin d'affirmer que cet idéal fut déjà respecté par le journalisme, ce détour permet de mieux saisir la crise actuelle du journalisme.

En effet, on remarque rapidement que cet idéal journalistique est radicalement en contradiction avec le mouvement général de la société contemporaine. Nous vivons dans un monde où toute distance prise face à la réalité est jugée immédiatement suspecte. Toute forme de médiation, qu'on considérait auparavant comme nécessaire à la construction du monde sont maintenant perçues comme des voiles qui masquent la réalité, au lieu de la révéler. Plus on est immédiatement collé sur la réalité, plus notre rapport à celle-ci est vrai, authentique. Le journalisme est un des domaines où cette tendance est la plus clairement visible. Quel est le principe au cœur de la pratique du journalisme contemporain? L'objectivité journalistique, précisément. Or, qu'est-ce que l'objectivité journalistique? Il s'agit bien sûr, de l'apologie de l'immédiateté⁷ de l'information. Le journaliste vrai, authentique, serait celui qui reporterait les faits en étant le plus collé à la réalité observable. Toute mise à distance, toute réflexion critique ou idéologique est vue comme un crime de « lèse-vérité ». Voilà pourquoi les médias se contentent de nous présenter une foule d'événements isolés, d'en faire un portrait empirique: une famine par-ci, une crise économique par là, une grève par-ci, des mises à pieds par là, sans jamais procéder à une réflexion critique permettant de faire une lecture totalisante de ses événements! On prétend que ces faits sont des petits bouts de réalité isolés, qu'on se contente de rapporter de manière immédiate, alors qu'une rapide réflexion permet de constater les liens unissant ces événements. Mais, évidemment, affirmer que ces faits sont autant de conséquences d'un même système économique carburant à l'exploitation, ce serait être idéologue. De nos jours, être idéologue est probablement la plus grande insulte: on considère que l'idéologie masque la réalité, au lieu de permettre de la comprendre et de la construire. Et faire des liens, c'est faire de l'idéologie alors les médias se contentent de nous livrer des reportages sur la réalité empirique, sensible, d'événements se produisant sur la planète.

Ainsi, ces critiques tentent d'exprimer que l'épicentre de la crise du journalisme contemporain se situe davantage au niveau d'une crise des médiations et que la critique économique des médias évacue cette dimension, voir y participe. Nous n'entrerons pas plus loin dans ce débat et nous contenterons plutôt de tirer des conclusions des deux niveaux de critique des médias pour notre pratique du journalisme engagé en milieu étudiant. Voilà à quoi sera consacrée la deuxième partie de notre discussion.

➤ **Don't hate the media, be the media!**

Devant un paysage médiatique si déprimant, partout sur la planète, des militants et militantes se lèvent de tentent de mettre sur pied des modèles de médias alternatifs. Notre projet est d'ancrer l'Ultimatum dans cette tradition de médias résistants.

La mission première des médias alternatifs semblera simpliste. Confronté à des médias de masse qui font systématiquement obstacle à la diffusion de leur message, les mouvements sociaux de partout à travers le monde ont compris la nécessité de mettre sur pied leur propres véhicules d'information, afin d'espérer pouvoir contourner les grands médias. Les médias autonomes se présentent donc au premier abord comme

⁷ Immédiateté n'est pas employé ici dans son sens temporel, mais bel et bien comme absence de médiations.

des canaux de diffusion de messages dissidents. Il s'agit ainsi de couvrir différemment les événements d'actualité, mais aussi de couvrir certains événements boudés par les grands médias. Qui, au Québec, couvrira en profondeur une grève étudiante au Cégep du Vieux-Montréal sauf l'Ultimatum. De plus, la structure même des médias alternatifs diffère profondément de celle des médias de masse. À la structure hiérarchique, verticale et autoritaire de ceux-ci, les médias autonomes opposent souvent un fonctionnement horizontal et démocratique. Les médias autonomes servent donc en premier lieu à amplifier les voix et ceux et celles que les institutions dominantes, dont les médias de masse, assourdissent ou rendent incohérentes.

Le meilleur exemple du rôle que peuvent jouer les médias alternatifs nous a été donné en 2002 lors du coup d'État contre Hugo Chavez au Venezuela. Alors que les médias privés célébraient le coup d'État et faisait le silence sur les méga-manifestations populaires en faveur de Chavez, les médias communautaires (dont quelques médias étudiants) couvraient les événements, contribuant à « faire passer le mot » et amplifiant ainsi le nombre de manifestants et manifestantes. Après deux jours de manifestations incessantes, le régime putchistes s'effondrait, en partie grâce à la contribution des médias alternatifs ayant dynamisé la contestation.

Voilà un bel exemple de collaboration entre mouvements sociaux et médias alternatifs. Le journalisme indépendant tient précisément sa force de ses liens forts avec les mouvements sociaux. S'il est subversif, c'est d'abord parce qu'il assume une responsabilité envers les mouvements sociaux. Ce qui le rend exceptionnel n'est pas son accès plus direct, plus immédiat à la réalité, mais plutôt la relation étroite qu'il entretient avec ceux et celles dont ils couvrent les démarches. Par exemple, un militant contre l'exclusion sociale qui interviewe un sans-abri, ou un militant du mouvement étudiant qui interviewe un gréviste d'un cégep. Cela permet d'inverser radicalement la conception des médias de masse selon laquelle le journaliste est un professionnel qui établit une relation désincarnée et conventionnelle avec un sujet inconnu, dans le but d'informer un public tout aussi inconnu. Cela permet aussi d'établir une relation de collaboration entre l'interviewé et le journaliste dans la production commune d'information. Ainsi, les journalistes ont une connaissance profonde des sujets dont ils traitent, ce qui leur permet d'avoir une distance critique envers les événements empiriques et de faire des liens entre ceux-ci. Voilà un journalisme responsable, intéressant et réfléchi.

La posture d'objectivité est donc, littéralement, à jeter à la poubelle. Elle est problématique au niveau théorique, mais aussi au niveau concret. Se limiter à confronter deux versions des faits en les mettant sur un pied d'égalité (ce que fait le journalisme « objectif ») peut faire en sorte de donner autant de crédibilité au deux, alors qu'un travail critique permettrait de voir qu'une des deux versions est, factuellement plus vraie. Un exemple concret: lors d'un *bed in* féministe tenu au Cégep du Vieux-Montréal il y a quelques années, les gardiens et gardiennes de sécurité avaient sorti les occupants et occupantes à coup de matraque, ce qui, évidemment, leur était interdit par la loi et le règlement interne du cégep. L'association étudiante avait réagi dans les médias locaux en dénonçant cet abus de pouvoir. La direction du cégep avait quant à elle affirmé publiquement que les gardiens et gardiennes de sécurité n'avait pas utilisé la force. En toute objectivité, les journalistes avaient simplement mis en contradiction les deux versions des faits. Une rapide enquête, par exemple un visionnement des caméras de surveillance du cégep, aurait évidemment prouvé que la version des faits de l'association était la bonne. Le journaliste engagé, dégagé de plusieurs contraintes de compétitivité et d'efficacité, peut se permettre de faire enquête plus en profondeur sur une telle situation, tout en effectuant une réflexion critique sur l'événement et son contexte.

Nous constatons donc la complémentarité de deux critiques du journalisme contemporain: elles nous permettent de tirer des leçons quant au journalisme devant être pratiqué dans les mouvements sociaux. Un journalisme engagé, militant et réfléchi, mais un journalisme quand même. Car attention: le journalisme engagé, ce n'est pas de l'opinion. Un essai, même sur l'actualité, n'est pas un article engagé. Tout ce qui a été dit précédemment sur les médias alternatifs ne saurait s'appliquer à une publication essentiellement éditoriale, voire pamphlétaire. D'où notre projet: faire de l'Ultimatum un média alternatif à part entière,

La troisième et dernière partie de la discussion d'aujourd'hui sera ainsi essentiellement une tentative d'application concrète, dans le cadre de l'Ultimatum, de la réflexion esquissée plus tôt. Nous passerons plus rapidement, et nous contenterons de soulever des pistes de réflexions en vue d'un débat.

➤ **Quel Ultimatum?**

Tout d'abord, le journalisme, même engagé, requiert un ton particulier: pas nécessairement neutre, mais factuel. N'oublions pas que le but fondamental reste d'informer le public, même si cette information se fait dans un cadre d'analyse donné. Concision, aussi: même si le journalisme engagé se distingue des médias de masse par son refus des critères commerciaux d'immédiateté, il reste que les journaux étudiants doivent être en mesure de livrer une information de manière concise. Les essais plus étoffés n'en sont pas exclus, bien évidemment: dans l'Ultimatum, une section y est consacrée. Si on refuse des critères de concision minimaux, on devrait aussi refuser l'utilisation des tracts! Les slogans, comme le disait Chomsky, ne sont pas mauvais tant qu'ils mènent vers autre chose. Le rôle de l'article engagé reste d'informer sur une situation précise, mais dans le but de mener le lecteur vers une réflexion plus profonde sur le sujet en question. Un article engagé nécessite une certaine structure. Titre informatif, chapeau, amorce de l'article, etc. Terminé, donc, les textes trop souvent publiés dans l'Ultimatum dont la première phrase était: « Le programme de la classe dominante va bon train. » ou « Les chiens de garde de l'État bourgeois... ». De tels slogans ne sont pas seulement surannés, ils n'informent tout simplement pas et obstruent même la communication. Il y a une différence entre amorcer un article par ce type de phrase et conclure un article en élaborant une critique de l'événement en question.

Afin d'illustrer de manière précise, mettons en parallèle deux articles traitant du même sujet: les Rendez-vous de la solidarité 2009, grande consultation nationale menée par le ministre Sam Hamad à propos du deuxième plan de lutte nationale à la pauvreté. Comparons donc l'article de la Presse Canadienne sur la question, ainsi que celui de l'Ultimatum. On pardonnera le fait que j'utilise un de mes articles: il s'agit du seul exemple de couverture d'un même événement par l'Ultimatum et un grand média. Nous aurions aussi pu inclure un troisième exemple, c'est-à-dire un texte pamphlétaire portant sur la pauvreté au Québec. Les différences seraient évidentes, alors nous nous contenterons d'une comparaison entre un article de journalisme « régulier » et un article de journalisme engagé. Voir l'annexe pour le texte intégral des articles.

Le journalisme engagé engendre aussi certains critères esthétiques. Les caricatures trouvent toujours leur place dans l'Ultimatum, mais une attention importante est portée aux photographies qui, à elle seules, peuvent informer tout en étant radicalement critique. *Exit* toutefois pour les montages graphiques occupant une page entière, voire une demi-page: l'espace dans un journal est compté et une priorité est donnée aux éléments graphiques alliant information factuelle et critique. Nous ne donnerons pas de contre-exemple, mais pour ce qui est des photographies, voici un bel exemple d'un cliché pris lors de la visite de Pauline Marois à la SOGEECOM cet automne.



Cette photographie informe: la chef du Parti Québécois était à la SOGEECOM. Mais elle critique aussi: en arrière-plan une affiche mettant en scène Lucien Bouchard, grand artisan du déficit zéro dont l'éducation à tant souffert. Résultat: Pauline Marois vient faire de l'esbrouffe à la SOGEECOM, mais n'oublions pas que le PQ est responsable de coupures historiques en éducation post-secondaire. La photographie illustre donc l'historique hypocrisie régnant au PQ quant à leur supposée sensibilité aux revendications étudiantes.

Nous nous arrêterons ici pour ce qui est d'exemples concrets de mise en application de notre réflexion sur le journalisme engagé à l'ASSÉ. Mentionnons en terminant que cet atelier se voulait avant tout une invitation au débat et à la réflexion quant au rôle de l'Ultimatum dans la stratégie de l'ASSÉ, ainsi que sur la vision devant diriger notre pratique journalistique afin qu'elle soit pleinement en accord avec nos idéaux.

Pour plus d'informations...

Sur la critique économique des médias:

Propagande, médias et démocratie de Noam Chomsky et Robert W. McChesney

La fabrique du consentement de Noam Chomsky et Ed Herman

Sur la critique dialectique de la crise du journalisme contemporain:

Le journalisme et la désymbolisation du monde: pour une critique dialectique de la crise du journalisme contemporain, mémoire de maîtrise d'Éric Martin

Penser le journalisme dans un monde en crise, article de Jean Pichette

Sur les médias alternatifs et leurs rapports aux mouvements sociaux:

Médias autonomes, ouvrage collectif dirigé par Andra Langlois et Frédéric Dubois

Sur l'écriture d'un article journalistique:

Le métier de journaliste, de Pierre Sormany

Deuxième partie

Comment l'utilisation des grands médias peut s'intégrer aux médias alternatifs

par Anne-Marie Provost

Les médias alternatifs sont un incontournable si on souhaite créer un espace où le discours se posera comme un contre-pouvoir idéologique face aux différents discours dominants. Toutefois, il y a également une guerre idéologique au sein des grands médias, que ce soit via les sorties publiques des diverses organisations, les différents chroniqueurs et chroniqueuses, les lettres ouvertes, les spécialistes interviewés, la façon des journalistes de traiter un sujet, les intérêts propres du journal... C'est pour cette raison que c'est également un espace à investir : l'objectif est d'y construire un rapport de force symbolique complémentaire au rapport de force « concret » et de ne pas laisser tout le terrain à ses opposant-es.

Un média alternatif comme l'Ultimatum peut nous aider à approfondir notre réflexion sur des enjeux d'actualités précis et peuvent préciser la pensée de l'ASSÉ. Préciser dans le sens que quand l'ASSÉ fait une sortie publique, le ou la journaliste qui couvre l'évènement peut retenir quelques citations du porte-parole dans son topo, mais ne s'étale pas sur la vision plus large de l'ASSÉ. C'est donc ainsi que le média alternatif peut parfois compléter des interventions dans les médias traditionnels.

Les médias au local

L'action médiatique au local comporte certaines particularités: il y a moins de flux d'informations qui circulent autour des médias régionaux qu'autour des médias de masses. Il est donc plus facile pour les étudiant-es d'être couvert-es dans un média de la région de Sherbrooke que par la Presse ou TVA. Les médias régionaux, en axant leur recherche sur les nouvelles locales, sont donc souvent intéressés par les actions étudiantes parce que "ça ne vient pas de Montréal". L'action médiatique au local est donc un moyen efficace d'aller chercher un nouvel auditoire peu familier avec les luttes étudiantes.

C'est ainsi que pour l'association étudiante locale, l'action médiatique permet non seulement la diffusion du discours au local, mais aussi son appropriation par les militants et militantes sur le terrain. Une action médiatique efficace informera à la fois la population étudiante et générale: elle viendra dans un premier temps compléter la mobilisation (les deux venant se stimuler mutuellement), mais expliquera aussi les actions étudiantes à la population en général, ce qui pourrait se concrétiser par des appuis éventuels. Une action médiatique spécifique doit toutefois bien cibler la population visée; on ne s'adressera donc pas de la même façon aux étudiants et étudiantes qu'aux lecteurs et lectrices de l'hebdo local. Mentionnons aussi qu'une sortie de presse réussie au niveau local contribue à stimuler les militants et militantes, instaure un climat positif et permet de rompre l'isolement des actions étudiantes en développant une sympathie, voire

même un rapport de force symbolique dans certains cas⁸.

Comment préparer une sortie médiatique?

Nous pouvons organiser une sortie médiatique pour plusieurs raisons. Qu'il s'agisse de réagir à des propos tenus par le gouvernement ou une organisation par voie de communiqué ou de porter dans l'espace public les revendications d'une manifestation ou d'une action de perturbation, les utilités sont diverses. Tout dépendamment de l'objectif visé, il faut construire son discours et choisir ses termes en conséquence. L'objectif peut être d'informer la population en général, obtenir des appuis, critiquer vertement une décision des autorités, etc. La plupart du temps, plus les actions pour supporter les demandes et la critique sont agressives, plus le ton du discours dans les médias a la légitimité d'être vindicatif. Il y a également plusieurs formes de sortie médiatique, allant de la conférence de presse classique à une simple sortie par communiqué de presse.

➤ **L'avis de convocation (ou avis de convoc')**

C'est un très court texte invitant les journalistes à un point de presse organisé lors d'une action ou à une conférence de presse. Elle doit donc comprendre une date, une heure et un lieu, ainsi qu'une brève description de l'événement ou de l'annonce. On l'envoie la veille de l'événement; elle obtiendra plus de succès si elle est appuyée de calls médias.

➤ **Le communiqué de presse**

Le communiqué de presse est l'élément clé de la réussite d'une action médiatique. Il vise à expliquer le sens d'une action médiatique; plus il sera repris en intégralité (voire même textuellement), plus on évite la déformation du message au cours du traitement journalistique.

Tout d'abord, le titre doit être bref, punché et accrocheur: il reflète le lead du communiqué (toujours se rappeler que seul le titre du communiqué sera lu par l'affectation). Le communiqué de presse doit être rédigé sur le modèle de la pyramide inversée. Cette technique consiste en une gradation de la globalité de l'information en fonction des paragraphes. Plus concrètement, le premier paragraphe (le lead) ressemble à une convocation. Il stipule la date d'une action, la visée principale et doit répondre aux grandes questions journalistiques (Qui? Quand? Quoi? Pourquoi?). Le ton du lead doit être le reflet du propos général du communiqué. Le second paragraphe décrit brièvement les revendications et l'action concrète entreprise en détaillant un peu plus l'information; on y ajoute une citation sur l'action entreprise. Les paragraphes suivants (deux ou trois) détailleront un aspect particulier de l'information diffusée, qu'on peut appuyer par des citations (toujours se rappeler de faire les citations au nom du porte-parole). Il importe de ne pas trop s'étaler dans ses idées dans son communiqué et de retenir maximum les 3 principales, qu'on peut ensuite décliner en sous-points. Le communiqué de presse termine par le contact (nom du/de la responsable aux communications, numéro de téléphone, e-mail de l'association) qui doit être précédé de « - 30 - », un symbole qui indique la fin du communiqué.

➤ **Les calls médias**

Les contacts médias sont essentiels pour s'assurer de la réussite d'une action médiatique. Habituellement,

⁸ L'action médiatique au local, Association pour une solidarité syndicale étudiante, http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/materiel_dinfo/brochures/l_action_mediatique_au_local.pdf

les appels aux médias supportent l'envoi d'un communiqué de presse et d'un avis de convocation: il s'agit de voir si les journalistes ou la rédaction ont bien reçu l'information et si ils et elles seront présent-es à l'évènement. Il est également possible de leur demander si le ou la porte-parole peut faire une entrevue immédiatement si le média ne souhaite pas se déplacer. En bref, il s'agit de s'assurer que les positions de votre association étudiante ou de l'ASSÉ seront intégrées dans le topo du journaliste à la télé, à la radio ou dans les journaux.

L'utilisation d'internet en complément de l'action médiatique

Tout comme les médias alternatifs, il est possible de se créer des espaces sur le web qui contrebalanceront l'approche du discours dominant. Le site web est sans contredit l'outil le plus puissant pour ce faire. Avec un contenu dynamique et diversifié, les gens auront tendance à le visiter souvent quand ils et elles voudront approfondir leur vision des positions d'une organisation qu'ils et elles auront vu dans les médias ou sur le net. De façon générale, un espace comme un forum ou les commentaires sous un article permettent ensuite d'argumenter ou de poser des questions sur le discours mis de l'avant par l'organisation.

L'internet est un outil de plus en plus utilisé et les jeunes se tiennent énormément sur les réseaux sociaux comme Facebook, YouTube ou la blogosphère. Il importe donc de se créer des canaux de communication à travers les réseaux sociaux pour rejoindre cette partie de la population. Un communiqué de presse, l'invitation à une action, un vidéo dynamique ou un article en ligne traitant d'enjeux relatifs à la campagne de l'ASSÉ ou de votre association étudiante peuvent être relayés sur vos canaux de communication web (groupe Facebook, compte Twitter, liste de diffusion, etc.). Si le contenu est intéressant pour les gens, ils et elles peuvent ensuite récupérer l'information que vous envoyez pour la diffuser dans leurs propres canaux web et faire connaître vos positions à leurs contacts.

L'idée est donc de maximiser la couverture de personnes qui auront des nouvelles sur ce que vous faites et d'inciter à l'action dans le monde non-virtuel.

Exemple d'avis de convocation :

Avis aux médias - Nouveau Programme canadien de bourses aux étudiants (PCBÉ) : l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) exige le rapatriement des sommes dues au Québec

MONTREAL, le 1er déc. /CNW Telbec/ - L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) convie les représentants et représentantes des médias à un point de presse devant le cégep du Vieux Montréal. L'ASSÉ s'indigne de l'attitude du gouvernement fédéral, qui tarde à verser les sommes disponibles au sein du PCBÉ équivalentes à plus de 100 millions de dollars. À défaut d'une résolution du conflit, l'endettement des étudiants et étudiantes pourrait augmenter substantiellement à partir du 5 janvier, date à laquelle vient à échéance le mandat de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM).

Christian Pépin, porte-parole et secrétaire à la coordination de l'ASSÉ, sera disponible pour des entrevues.

Date : Le mercredi 2 décembre 2009

Heure : 12h45

Lieu : Cégep de Vieux Montréal, 255 rue Ontario Est, Montréal

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour

l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

- 30 -

Renseignements: Anne-Marie Provost, secrétaire aux communications de l'ASSÉ, (514) 882-8726

Exemple de communiqué de presse :

Frais de scolarité au collégial : "Inacceptable!", clame l'ASSÉ

MONTREAL, le 27 sept. /CNW Telbec/ - L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) se scandalise de la décision du congrès du Parti libéral du Québec (PLQ) d'instaurer des frais de scolarité au collégial. "Cette mesure des libéraux va avoir comme conséquence directe de nuire à l'accessibilité aux études", affirme Christian Pépin, porte-parole de l'ASSÉ.

"Contrairement à ce que dit le PLQ, le dégel des frais de scolarité nuit à l'accès aux études. Pour preuve, le récent dégel des frais de scolarité au niveau universitaire empêchera, selon une étude du gouvernement, 6000 étudiant-es d'aller sur les bancs d'écoles. Encore une fois, le gouvernement libéral poursuit une logique d'utilisateur-payeur néfaste pour les étudiant-es, leur faisant payer la note des dérives du système économique mis de l'avant par ce même gouvernement", s'indigne le porte-parole de l'ASSÉ.

L'ASSÉ tient de plus à rappeler qu'il existe actuellement des frais administratifs dit "champignons" au Québec, qui sont une façon déguisée pour les administrations de tout de même percevoir des frais de la part des étudiant-es. L'ASSÉ se positionne contre ce type de frais, dans le but d'instaurer une réelle gratuité scolaire au niveau collégial au Québec.

"La tarification des services publics n'est pas la solution à la récession actuelle au Québec. Que se soit des hausses de tarifs en éducation, au niveau d'Hydro-Québec, ou plus tard au niveau des garderies et de la santé, notre réponse est la même: non à toute hausse de tarifs!", rétorque Christian Pépin. "Dans un contexte de crise économique, la classe moins aisée a au contraire besoin d'avoir accès aux services essentiels. Le gouvernement devrait plutôt, entre autre, proposer des solutions pour contrer l'évasion fiscale, et instaurer une imposition plus progressive au Québec", propose-t-il.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres à travers le Québec. Elle milite depuis sa création pour l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

- 30 -

Renseignements: Anne-Marie Provost, secrétaire aux communications pour l'ASSÉ, (514) 882-8726

Bureau de l'ASSÉ: (514) 390-0110; <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>

JEUDI 4 FÉVRIER 2010

Accueil › Politique › Québec › [Consultation sur le plan de lutte contre la pauvreté - Les exclus claquent la porte](#)

Consultation sur le plan de lutte contre la pauvreté - Les exclus claquent la porte

Des organismes sociaux accusent Sam Hamad de ne pas tenir compte de leur point de vue

La Presse canadienne 16 juin 2009 Québec

Québec — Les consultations en vue du prochain plan de lutte contre la pauvreté ont commencé sur une note discordante, hier, des représentants d'organismes sociaux accusant le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, d'avoir établi seul des orientations qui ne tiennent pas compte de leur point de vue.

Le processus consultatif a été condamné peu après l'ouverture de la rencontre, et plusieurs groupes de lutte contre la pauvreté ont quitté le centre des congrès de Québec pour aller rejoindre des manifestants à l'extérieur.

Sur le trottoir devant l'édifice, des représentants ont exprimé leur méfiance devant la teneur

d'un document soumis par le gouvernement aux participants, où ils ne retrouvent pas les préoccupations qu'ils ont exprimées récemment.

Le porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, a déclaré que le texte du cahier de consultation démontre que le gouvernement fait preuve de fermeture envers des organismes comme le sien.

«Il n'a pas montré d'ouverture à des revendications qui sont connues, archiconnues, archirépétées depuis des années, a-t-il dit. À ce moment-là, je ne vois pas quelle ouverture le gouvernement a, même s'il nous a dit depuis le début de la consultation que ce n'est pas vrai que les dés sont pipés.»

M. Saillant a expliqué que le gouvernement ne reconnaissait pas ses responsabilités dans la redistribution de la richesse et qu'il donnait l'impression qu'il pourrait céder de ses prérogatives à des fondations philanthropiques, comme celle de l'ancien propriétaire de Vidéotron, André Chagnon.

«Le gouvernement ne reconnaît pas ses responsabilités, ne reconnaît pas qu'il y a des droits qui sont en cause, que des droits sont violés présentement et ne reconnaît pas que la lutte contre la pauvreté passe par la répartition de la richesse, a-t-il dit. Il ne veut pas dire très clairement qu'il est hors de question de céder du contrôle sur les politiques publiques à la Fondation Chagnon.»

Lors d'une conférence de presse, M. Hamad ne s'est pas formalisé que des groupes aient claqué la porte de la rencontre, affirmant qu'il respecte leur façon de s'exprimer.

Consultation sur le plan de lutte contre la pauvreté... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/255297/...>
1 sur 2 2010-02-04 23:43

Commentant les observations au sujet du cahier des participants, le ministre a tenu à assurer que rien n'était décidé d'avance et que seules les consultations serviront à élaborer le prochain plan de lutte contre la pauvreté.

«C'est une consultation, a-t-il dit. Si quelqu'un amène une solution et qu'on le met là comme solution, ce ne sera plus une consultation.»

M. Hamad a affirmé qu'il avait déjà reçu des revendications d'organismes et qu'il n'en rejetait aucune.

«On est dans un mode de réception des idées et on va l'évaluer après», a-t-il dit.

Personnes seules

Le premier plan avait été adopté en 2004 et il était doté d'un budget de 4,5 milliards.

Hier, M. Hamad n'a pas voulu donner d'ordre de grandeur quant aux sommes qui seront consacrées à la prochaine mouture. Mais il a indiqué que les personnes seules pourraient être la cible de mesures précises.

«Il faut continuer à donner aux familles du Québec, mais, en ce qui concerne les personnes seules, le problème demeure malheureusement et il faut qu'on fasse des efforts davantage pour les personnes seules», a-t-il dit.

Au sujet de la place accordée aux fondations privées, M. Hamad a rejeté toute possibilité que le gouvernement puisse chercher à se soustraire à ses obligations en leur laissant plus de place, soit par des formules de partenariat public-privé ou de contribution directe.

«Elles ont un rôle dans notre société pour faire la lutte à la pauvreté, a-t-il dit. Mais on n'a pas dans notre champ de radar de formule de PPP, de formule de contribution.»

Cette rencontre nationale était le prélude d'autres consultations qui se tiendront cet automne dans les régions et auprès des autochtones.

consultation, lutte, Québec (province), pauvreté, Sam Hamad

Haut de la page

Vos réactions

© Le Devoir 2002-2010 DESIGN WEB = EGZAKT

Consultation sur le plan de lutte contre la pauvreté... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/255297/...>
2 sur 2 2010-02-04 23:43

Tél: (514) 390-0110 • Fax: (514) 390-8415 • Web: <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>

2570 rue Nicolet, bureau 301, Montréal (QC), H1W 2L5

Vendredi, 19 juin 2009 • Français

Un rendez-vous raté avec la solidarité

par Gabriel Nadeau-Dubois, membre du comité du journal de l'ASSÉ

Le lundi 15 juin dernier, les représentants et représentantes de neuf organisations invitées au Rendez-vous de la solidarité 2009 sont descendu-e-s dans la rue, à peine deux heures après le début des discussions, pour se joindre aux centaines de manifestants et de manifestantes déjà massés devant le Centre des congrès de Québec.

" Une consultation bidon " : c'est ainsi que les porte-paroles des groupes décrivaient le processus de consultation du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad. C'est en effet devant une foule enthousiaste que ces derniers ont retiré officiellement la cocarde d'identification symbolisant leur participation à l'événement, avant de critiquer sévèrement le processus de consultation du ministre.

Le Rendez-vous de la solidarité 2009 était en fait la première d'une série de rencontres de consultation, qui se poursuivra cet automne. Ce processus vise à accoucher d'un deuxième Plan de lutte à la pauvreté, alors que le précédent plan d'action (datant de 2004) viendra à échéance l'an prochain. Pour le ministre Hamad, il s'agissait donc " d'ouvrir un espace de discussion positif et enrichissant ". Pour l'ASSÉ et ses alliés la rencontre visait " à donner de la légitimité à un plan de lutte qui ne reconnaît pas les droits des personnes en situation de pauvreté " et à un processus de consultation biaisé qui ne tient pas compte des

ASSÉ » Imprimer » Un rendez-vous raté avec la so... <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?page=art...>
1 sur 3 2010-02-04 23:42

revendications historiques du milieu communautaire. En effet, le 5 mai dernier, le ministre déclarait publiquement son intention de ne pas abolir les catégories d'aide sociale, alors que le Comité consultatif de son propre ministère, ainsi que les groupes communautaires, en avaient fait leur principale demande. De quoi remettre en question les propos du ministre qui déclarait en conférence de presse : " Nous sommes en mode de réception des idées. C'est une consultation. Nous n'avons pas de plan. "

Un cahier de consultation orienté, une consultation biaisée

Toutefois, le cahier de consultation, élaboré unilatéralement par le ministère ne tient pas compte des demandes des groupes communautaires. Ces revendications avaient été clairement énoncées au ministre Hamad le 5 juin dernier dans une lettre signée par sept des groupes présents lundi : l'ASSÉ, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la Ligue des droits et libertés, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), le Regroupement des comités de logement et d'associations de locataires du Québec (RCLALQ) et l'R des centres de femmes du Québec. Quatre demandes précises avaient alors été formulées : la reconnaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en tant que violation des droits fondamentaux ; la mise de l'avant de la redistribution des richesses comme moyen privilégié de lutte à la pauvreté ; l'engagement de ne laisser aucun droit de regard sur les politiques publiques aux entreprises philanthropiques et la démonstration d'une ouverture réelle face à certaines mesures précises. Ces mesures comprenaient l'abolition des catégories d'aide sociale, la hausse des prestations d'aide sociale et du salaire minimum, l'élaboration d'un plan de développement de logements sociaux, d'un mécanisme de contrôle des loyers, la fin du détournement des pensions alimentaires et une réforme de l'aide financière aux études. Les groupes dénoncent aussi les nombreuses allusions du cahier de consultation aux préjugés courants envers les bénéficiaires de l'aide sociale.

Sur toutes ces questions, les réponses de Sam Hamad furent tout à fait évasives. " Nous, on veut aider les gens qui veulent se prendre en main " renchérisait-il en conférence de ASSÉ » Imprimer » Un rendez-vous raté avec la so... <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?page=art...>
2 sur 3 2010-02-04 23:42

presse. " La pauvreté et l'exclusion, c'est pas un choix, c'est un affront ! " : les manifestants et manifestantes s'indignaient de cette allusion à peine voilée au fait que certains et certaines ne serait pas " en mouvement pour améliorer leur condition de vie ", pour emprunter les mots du ministre. Alors qu'à l'extérieur, le porte-parole du FRAPRU, François Saillant, déclarait : " Il y a de la richesse dans notre société. Elle doit être répartie. C'est la seule façon de lutter contre la pauvreté ", le ministre Hamad, lorsque questionné par l'Ultimatum, éludait la question : " J'ai toujours dit que le Québec était une des plus belles nations au monde à cause de sa redistribution de la richesse. "

L'ASSÉ lance un appel à la mobilisation

L'ASSÉ, quant à elle, lançait un appel à la mobilisation via son porte-parole, Christian Pépin :

" Le message qu'on lance aujourd'hui à l'ensemble de la population, aux gens les moins nantis de la société québécoise, c'est qu'il va falloir se mobiliser en grand nombre si on veut réellement infléchir des orientations qui sont lourdement établies, des orientations néolibérales. Ce n'est pas en participant à des consultations comme celle-là qu'on va réellement réussir à réfléchir. On pense que c'est par la force du nombre que l'on va vraiment réussir à infléchir les choses vers une vraie redistribution des richesses et un vrai plan de lutte à la pauvreté. ?

À l'extérieur, Christiane, militante de Sherbrooke et bénéficiaire de l'aide sociale, s'adressait au ministre et concluait : " Votre dialogue, il est bien mal parti. "

ASSÉ » Imprimer » Un rendez-vous raté avec la so... <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?page=art...>

3 sur 3 2010-02-04 23:42